



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

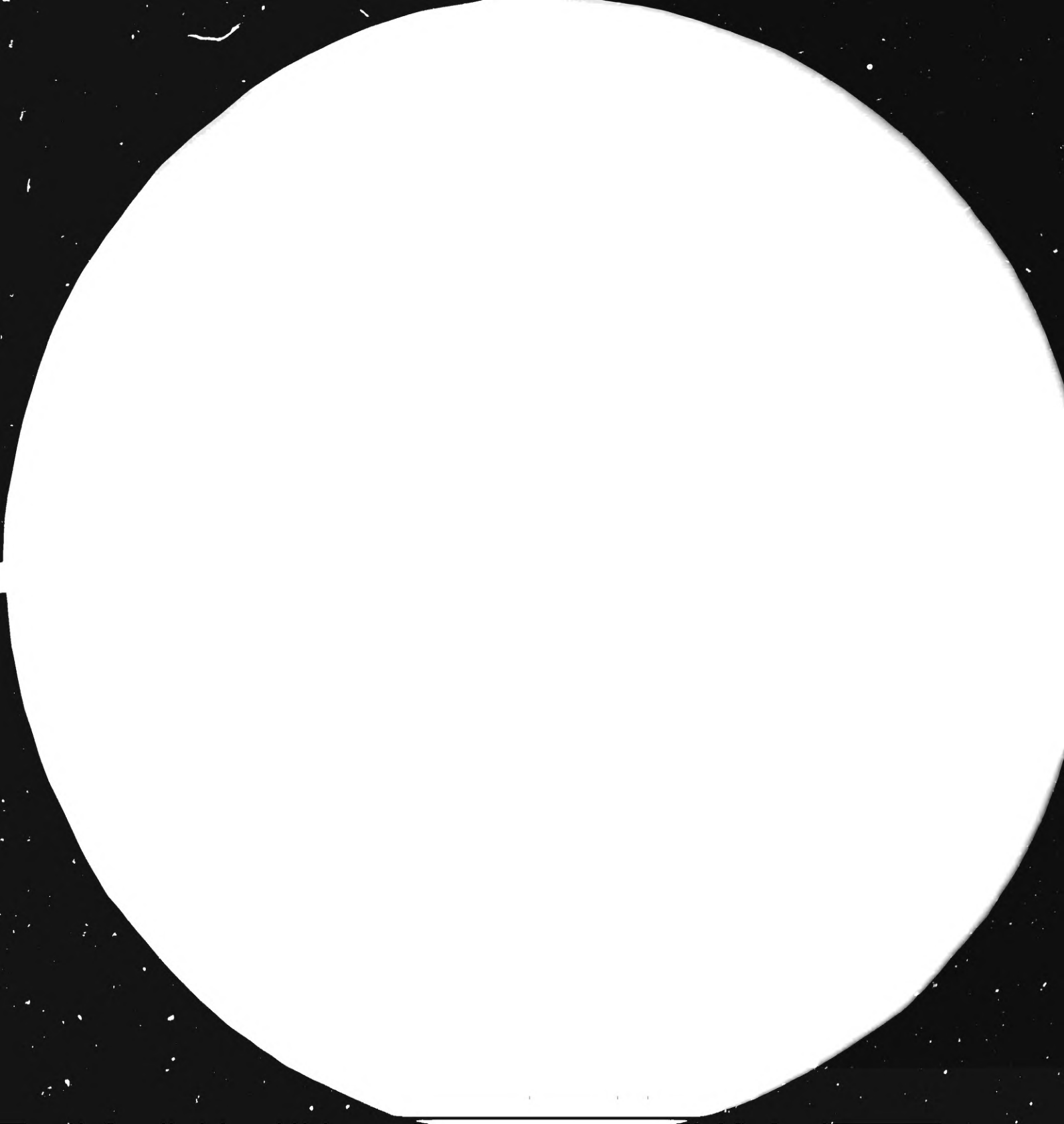
## FAIR USE POLICY

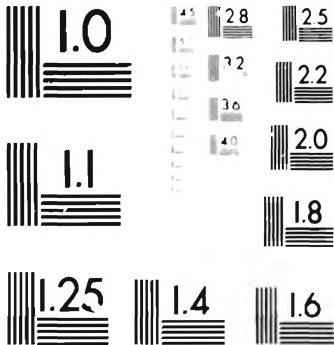
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)





MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART  
 NATIONAL BUREAU OF STANDARDS  
 STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a  
 (ANSI and ISO TEST CHART No. 2)

13583-F

Distr. LIMITEE

UNIDO/PC.98  
11 avril 1984

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

---

Forum des organisations non gouvernementales  
sur la quatrième Conférence générale de l'ONUDI

Vienne (Autriche), 6-7 février 1984

RAPPORT FINAL

V.84-84952

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 4	3
I. LA QUATRIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUUDI	5 - 7	4
II. QUELQUES DOMAINES CRITIQUES DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, 1985-2000	8 - 28	5
A. Restructuration industrielle mondiale et politiques et stratégies nationales en vue de l'industrialisation	8 - 11	5
B. Renforcement du potentiel scientifique et technologique en vue de l'industrialisation des pays en développement	12 - 15	6
C. Mobilisation des ressources financières en vue de l'industrialisation	16 - 18	8
D. Energie et industrialisation, eu égard tout particulièrement à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources énergétiques et à la fabrication de matériel	19 - 22	9
E. Accélération de la mise en valeur des ressources humaines en vue de l'industrialisation	23 - 28	11
III. DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE	29	13
IV. LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET LA QUATRIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUUDI	30 - 37	14
<u>Annexes</u>		
I. Ordre du jour		17
II. Programme du Forum		18
III. Liste des participants		20
IV. Liste des documents		25

## INTRODUCTION

1. Le Forum des organisations non gouvernementales sur la quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel s'est tenu au Centre international de Vienne (Autriche), les 6 et 7 février 1984. L'ordre du jour du Forum est joint en annexe I au présent document, le programme en annexe II, la liste des participants en annexe III et la liste des documents distribués durant la réunion en annexe IV.

2. Le Forum avait pour buts :

- a) D'informer les organisations non gouvernementales de certaines des questions dont sera saisie la quatrième Conférence générale et de les consulter à ce sujet afin de leur permettre de préparer leur participation et leurs contributions aux travaux de la Conférence;
- b) De susciter l'intérêt et la prise de conscience de la communauté économique internationale et de stimuler, à tous les niveaux, les discussions portant sur les stratégies et la future orientation des activités industrielles mondiales et sur les mesures à prendre pour promouvoir l'industrialisation des pays en développement.

### Ouverture du Forum

3. Le Forum a été ouvert par M. Farlan Carré, Directeur exécutif adjoint de l'ONUDI, qui a transmis un message de M. Abd-El Rahman Khane, Directeur exécutif de l'Organisation. Dans son allocution, M. Carré a souligné que l'ONUDI jugeait nécessaire, pour promouvoir le développement économique et social des pays en développement et stimuler ainsi la reprise économique mondiale, de mobiliser et de coordonner toutes les ressources disponibles et de les canaliser vers des programmes de développement concertés. Elle était depuis longtemps consciente du rôle éminent que pouvaient jouer les organisations non gouvernementales en vue de promouvoir l'industrialisation des pays en développement et la coopération internationale et, dans l'état actuel de l'économie mondiale, elle escomptait d'énormes avantages d'une promotion et d'un renforcement de la coopération avec les organisations non gouvernementales. Rappelant les buts de la quatrième Conférence générale, le Directeur exécutif adjoint a dit que l'ONUDI était heureuse d'associer les organisations non gouvernementales aux travaux préparatoires de ce qui serait une importante conférence. Il s'est dit convaincu, en conclusion,

que, si ces organisations s'attachaient à préparer soigneusement leur participation à la Conférence, les délibérations de celles-ci seraient plus constructives et auraient plus de chances d'aboutir à l'heureuse mise en oeuvre des recommandations qui seraient formulées.

#### Election du Bureau

4. M. Maurice Remillieux, Secrétaire général de l'Union des associations techniques internationales, a été élu président du Forum; M. Abd-El Hamid Ahmed Kabodan, président de la Banque égyptienne de développement industriel et représentant de l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises, et M. Julian Randriamasivelo, représentant de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques, ont été élus vice-présidents.

#### I. LA QUATRIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUUDI

5. Le Président du Groupe de travail du secrétariat chargé de la préparation de la quatrième Conférence générale, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, a retracé l'histoire des conférences générales de l'ONUUDI. La prochaine Conférence examinera, dans le contexte des grands événements mondiaux, les problèmes fondamentaux qui se posent en matière de développement industriel. Elle dégagera, on l'espère, une ligne directrice propre à déboucher sur un effort renouvelé et soutenu d'aide à l'industrialisation des pays en développement. La Conférence se tiendra à un moment où le monde se trouve à la croisée des chemins et semble s'orienter vers une reprise. Elle devrait donc être considérée par la communauté internationale comme une occasion exceptionnelle d'analyser les zones jugées critiques sur le plan de l'industrialisation et de rechercher les moyens les plus appropriés de faire face et de s'adapter, à tous les niveaux, à la crise économique mondiale. La Conférence examinera également le rôle de l'ONUUDI en tant qu'instrument d'action international, qu'il s'agisse de sa contribution aux efforts nationaux d'industrialisation des pays en développement ou de sa part dans les efforts pour promouvoir et renforcer la coopération industrielle internationale. La Conférence sera appelée à inventer des stratégies, des politiques et des programmes nouveaux pour aider les pays en développement à réaliser leurs objectifs en matière de développement industriel. Elle présentera, à cet égard, une importance particulière pour le rôle futur de l'Organisation, en passe de devenir une institution spécialisée autonome dans le cadre des Nations Unies. Le Président du Groupe de travail chargé de la préparation de la quatrième Conférence

générale de l'ONUDI a également évoqué les résultats que l'on pouvait attendre du Forum quant au rôle et à la participation des organisations non gouvernementales à la Conférence, l'un des aspects possibles en étant la présentation de propositions constructives sur les aspects sociaux de l'industrialisation et sur les nouveaux facteurs de changements. La quatrième Conférence générale de l'ONUDI devrait être considérée non comme un aboutissement ou une fin, mais comme le point de départ d'une coopération entre organisations non gouvernementales et ONUDI pour la mise en oeuvre des buts communs, à savoir l'apport d'une aide concrète au processus d'industrialisation des pays en développement.

6. En 1983, dans le cadre des activités préparatoires à la Conférence, l'ONUDI a réuni cinq groupes d'experts à haut niveau sur les thèmes suivants dans diverses régions : innovations techniques et développement (Tbilissi, URSS, avril 1983); stratégies et politiques du développement industriel dans les pays en développement (Lima, Pérou, avril 1983); accélération de la mise en valeur des ressources humaines en vue de l'industrialisation (Yaoundé, République du Cameroun, juin 1983); coopération industrielle entre pays en développement (Bangkok, Thaïlande, juillet 1983); énergie et industrialisation (Oslo, Norvège, septembre 1983).

7. Le Président du Groupe de travail chargé de la préparation de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI a poursuivi en présentant les documents établis à l'intention de la quatrième Conférence générale, et notamment les rapports des réunions des groupes d'experts qui ont été mis à la disposition des participants au Forum. Il a en outre annoncé que tous les documents d'information et documents thématiques portant sur les sujets soumis à l'examen de la Conférence seraient envoyés aux participants d'ici à la fin de février 1984 au plus tard.

## II. QUELQUES DOMAINES CRITIQUES DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, 1985-2000

### A. Restructuration industrielle mondiale et politiques et stratégies nationales en vue de l'industrialisation

8. Dans son exposé de la question, un représentant du secrétariat a fait observer que la récente crise économique mondiale avait contrecarré les tendances passées et les perspectives du développement industriel ainsi que la principale hypothèse sous-jacente à la notion de restructuration industrielle. Qu'il soit le fait des pays en développement ou de sociétés opérant dans les pays industrialisés, le redéploiement des industries se heurte à une situation où



les incertitudes et les difficultés sont de plus en plus nombreuses. Il faut donc que les pays en développement réévaluent et redéfinissent leurs stratégies industrielles de manière à adapter leurs capacités aux nouvelles conditions et, à long terme, à en créer de nouvelles. Dans les efforts qu'ils mènent, les pays en développement se doivent d'analyser de façon plus systématique les tendances internationales et les lignes de force de la production, des techniques, du commerce et des politiques des autres pays. Il leur faut s'appuyer sur des politiques d'ajustement concrètes de portée internationale, comme peuvent leur en proposer les pays industrialisés, ainsi que sur les services consultatifs et d'information que fournissent les organisations internationales et, en premier lieu, l'ONUDI.

9. Dans la période de transition, la quatrième Conférence générale a offert d'organiser un forum approprié permettant un examen en commun, d'une part, des principales questions concernant le choix de stratégies et de politiques nationales et, d'autre part, des méthodes applicables sur le plan international pour restructurer l'industrie dans les années 80 et 90. Les organisations non gouvernementales ont un rôle important à jouer dans les travaux préparatoires, la Conférence elle-même et les activités ultérieures.

10. Lors du débat, certains représentants d'organisations non gouvernementales ont souligné l'importance de la situation politique internationale dans les politiques et les stratégies mondiales de restructuration industrielle et ils ont fait valoir qu'aucun programme mondial de relance ne pourrait véritablement être mis en place sans l'appui ferme et résolu des gouvernements aussi bien du Nord que du Sud.

11. Plusieurs représentants ont exprimé leur appui aux principaux domaines choisis par l'ONUDI aux fins d'examen par la Conférence. Ils ont également fait savoir qu'ils étaient disposés à contribuer aux travaux de la Conférence.

B. Renforcement du potentiel scientifique et technologique  
en vue de l'industrialisation des pays en développement

12. Un représentant du secrétariat a fait observer que le but de la documentation de l'ONUDI établie pour la quatrième Conférence générale sur le sujet susmentionné était de mettre en lumière les questions relatives à la technologie industrielle pour les années 80. Les pays en développement doivent assumer une double tâche : d'une part, accroître les efforts déjà entrepris pour remédier à certaines insuffisances et, d'autre part, tenir compte des innovations techniques, comme

la microélectronique, le génie génétique et la biotechnologie. A cet égard, il importe que les pays en développement évitent toute application inappropriée des innovations techniques et exploitent leurs capacités potentielles en vue du développement. Les mesures nécessaires à l'échelon national sont notamment les suivantes : contrôle et évaluation des progrès techniques et de leurs incidences sur la situation de chaque pays; examen et réorientation de l'infrastructure institutionnelle; restructuration des systèmes d'enseignement et de formation; incorporation des progrès techniques aux secteurs principaux de la production industrielle. Certains des objectifs à atteindre pour pouvoir améliorer les modalités actuelles de la coopération internationale et qui présentent un intérêt particulier pour les organisations non gouvernementales sont notamment les suivants : une plus grande transparence du marché international des techniques, une participation accrue des entreprises chargées du transfert technologique aux activités de recherche-développement dans les pays bénéficiaires, un plus grand nombre de services pour canaliser de façon systématique les données techniques dans le domaine public, et le développement de la coopération entre les petites et moyennes entreprises.

13. Il a été demandé que de nouvelles dimensions soient données à la coopération internationale dans les années 80. L'exploitation des innovations techniques en vue du développement devrait être considérée comme un objectif majeur de la coopération internationale dans les années 80. Plusieurs des mesures proposées aux fins de la coopération internationale à cet égard présentent un intérêt particulier pour les organisations non gouvernementales, à savoir :

- a) La notion de "technologie pour l'humanité", par le biais de laquelle les activités de recherche-développement sur des problèmes urgents et fondamentaux pour l'humanité dans son ensemble pourraient être financées et menées conjointement par plusieurs pays et organisations, les résultats en étant diffusés et mis gratuitement à la disposition de tous les pays en développement;
- b) Une proposition visant à établir, pour certaines innovations techniques, un registre international de scientifiques et de technologues, de manière à pouvoir mettre à la disposition des pays en développement une vaste gamme de connaissances techniques;
- c) Le contrôle, l'évaluation et la diffusion de données techniques relatives à certaines innovations;
- d) La définition d'un nouveau rôle pour les petites et moyennes entreprises dans le domaine des nouvelles techniques, etc.

14. Ces propositions ont fait l'objet de remarques et ont été largement appuyées au cours du débat général. On a demandé que soit développée, à l'intention des pays en développement, l'infrastructure institutionnelle relative aux sciences et aux techniques et de diffuser à cet égard des données sur les nouvelles techniques industrielles. Certains représentants ont indiqué qu'il conviendrait examiner soigneusement les aspects négatifs des innovations techniques transférées dans les pays en développement comme, par exemple, les techniques applicables à des fins militaires. Sur ce point en particulier, le secrétariat a exprimé l'opinion que toute proposition que les organisations non gouvernementales souhaiteraient faire à la Conférence mériterait d'être prise en considération, même si le sujet évoqué relève davantage du domaine de compétence de certaines organisations non gouvernementales que de celui de l'ONUDI.

15. Plusieurs représentants ont exprimé leur avis sur le rôle que les organisations non gouvernementales pourraient et devraient jouer dans le domaine du transfert de technologie. On a fait observer que le transfert de technologie devrait servir à résoudre certains problèmes économiques et sociaux. Des représentants ont exprimé l'espoir que les documents d'information qui seront présentés à la Conférence tiendraient compte de la nécessité de mettre au point un plus grand nombre de techniques applicables dans les zones pauvres, rurales et urbaines, de nombreuses organisations non gouvernementales ayant fait connaître leurs préoccupations à cet égard.

C. Mobilisation des ressources financières  
en vue de l'industrialisation

16. Lors de la présentation de la question par un représentant du secrétariat, on a fait observer que le financement de l'industrie se distinguait par plusieurs caractéristiques qui le rendent différent de celui de nombreux autres secteurs. Le système actuel de financement n'est pas vraiment doté de moyens suffisants pour répondre aux besoins de l'industrie, les intérêts de celle-ci tendant à être négligés au profit de ceux d'autres secteurs ou activités. Le document d'information sur la mobilisation des ressources financières en vue de l'industrialisation met en lumière non seulement le financement extérieur de l'industrie, mais également le rôle des institutions et des systèmes nationaux de financement. Une place de premier plan a été accordée au rôle des institutions établies dans des pays en développement ainsi qu'au rôle de la coopération Sud-Sud.

17. L'analyse présentée dans le document susmentionné montre que la crise internationale, en particulier dans le domaine financier, a gravement porté atteinte aux perspectives d'industrialisation des pays en développement. La relance de l'économie mondiale, bien qu'absolument indispensable, ne peut suffire à remédier à la situation. Il importe d'adopter des réformes structurelles à long terme pour libérer les fonds nécessaires au financement extérieur en vue d'accélérer l'industrialisation des pays en développement. Le point de vue selon lequel tous les projets valables pourraient être financés a été rejeté dans l'analyse, en raison des critères rigoureux auxquels les projets doivent répondre pour être justement considérés comme valables. On a souligné dans le document en question la nécessité d'accorder une attention particulière à l'industrialisation des pays en développement dans tous les débats internationaux sur les réformes financières et monétaires et évalué le rôle de l'ONUDI dans ce contexte. On a également mentionné de nombreuses mesures qui pourraient être prises dans le cadre des activités actuellement menées par l'ONUDI, comme le renforcement de l'identification et de la promotion des projets, la formulation de propositions concrètes concernant le financement d'enveloppes, la mise au point de programmes de développement et de financement de secteurs ou sous-secteurs industriels spécifiques, etc.

18. Des représentants d'organisations non gouvernementales ont exprimé le désir d'examiner les documents sur la mobilisation des ressources financières et de tenir des consultations avec leurs membres. Certains représentants ont demandé si l'ONUDI avait engagé des consultations avec des institutions financières, comme le système bancaire islamique, afin d'assurer leur participation aux efforts actuellement déployés pour mobiliser des ressources financières aux fins du développement industriel. D'autres représentants ont fait valoir qu'un consensus général visant à allouer au développement industriel les ressources financières actuellement affectées à la fabrication d'armes constituerait une réalisation majeure pour l'humanité.

D. Energie et industrialisation, eu égard tout particulièrement à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources énergétiques et à la fabrication de matériel

19. Un représentant du secrétariat a fait observer que le fait pour les pays en développement de renoncer progressivement aux importations de pétrole dont ils sont actuellement très largement tributaires en faveur d'une production énergétique fondée à l'avenir sur une utilisation accrue des ressources locales et une meilleure gestion de l'énergie obligerait ces pays à procéder à des ajustements et

à prendre certaines décisions. C'est dans ce contexte que l'ONUDI, en collaboration avec le Gouvernement norvégien, a tenu une réunion sur l'énergie et l'industrialisation préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'Organisation, qui s'est tout particulièrement attachée à mettre en lumière des mesures pratiques que les pays en développement pourraient prendre.

20. Cinq des questions de caractère général qui ont été présentées et examinées à la réunion d'Oslo revêtent une importance particulière :

- a) La nécessité pour chaque pays en développement de formuler des politiques industrielles et énergétiques intégrées en accord avec ses objectifs sociaux et économiques et ses ressources;
- b) Dans les pays en développement, les ressources énergétiques ne représentent pas un facteur restrictif; ce sont en revanche les ressources financières qui constituent le principal obstacle;
- c) La nécessité pour chaque pays en développement de faire le bilan de ses ressources énergétiques et de fixer les priorités voulues. L'ONUDI considère que l'énergie hydroélectrique représente une ressource potentielle importante à retenir en priorité et elle accorde une attention particulière aux petites centrales hydroélectriques utilisables localement à des fins spécifiques. Une autre importante possibilité est la biomasse, dans la mesure où nombre des pays en développement sont situés dans la ceinture verte. Une troisième importante possibilité consiste à mettre en valeur l'énergie solaire, en particulier celle utilisée pour le chauffage industriel dans divers pays;
- d) Les possibilités offertes par les économies d'énergie à usage industriel, qui permettent d'alléger, à brève échéance, les contraintes économiques que représentent les importations d'énergie;
- e) Le fait que la fourniture de biens d'équipement et de services au secteur énergétique représente une possibilité commerciale importante et une étape vers une plus grande autosuffisance. Une mise en valeur accrue des ressources énergétiques dans les pays en développement impliquerait l'utilisation d'équipements et de matériels spécialisés très divers.

21. Lors des discussions sur les ressources énergétiques, certains représentants ont approuvé les cinq questions présentées et ils ont notamment mentionné à cet égard l'organisation conjointe de conférences sur la gestion des ressources énergétiques dans l'industrie et les efforts entrepris à l'échelon national pour mettre en valeur des sources d'énergie nouvelles, comme l'énergie hydroélectrique, la biomasse et l'énergie solaire. D'autres représentants ont souligné l'importance ainsi que la difficulté d'assurer une formation dans ces domaines.

22. Un représentant a proposé que l'ONUDI étudie soigneusement, en tant que sujet spécialisé, les relations contractuelles relatives aux accords d'association industrielle. Le secrétariat a répondu que cette question était partiellement prise en compte, d'une part, dans le cadre du Système de consultations de l'ONUDI (contrats et directives types) qui vise à améliorer les relations contractuelles et, d'autre part, par le Programme de promotion des investissements de l'ONUDI qui vise à promouvoir les accords d'association.

E. Accélération de la mise en valeur des ressources humaines en vue de l'industrialisation

23. Dans son exposé, le secrétariat a souligné les mesures prises par l'ONUDI en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies lors des préparatifs de la quatrième Conférence générale quant à l'accélération de la mise en valeur des ressources humaines en vue de l'industrialisation. Il a été tenu compte à cet égard des résultats de la Consultation sur la formation de la main-d'oeuvre industrielle et de la Réunion d'experts de haut niveau tenue à Yaoundé (République du Cameroun). Les préparatifs ont montré que, bien qu'il ait été admis que l'industrialisation ne pourrait être réalisée qu'en mettant en valeur les ressources humaines voulues, non seulement les pays en développement eux-mêmes, mais la communauté internationale dans son ensemble n'ont pas accordé une attention suffisante à l'adoption de mesures globales visant à remédier à une situation particulièrement mauvaise dans les pays en développement ou du moins à l'améliorer. Les plans et les programmes de mise en valeur de la main-d'oeuvre sont insuffisants et, dans la plupart des cas, ne correspondent absolument pas aux impératifs et aux besoins des pays intéressés. Le coût de la formation à l'étranger augmente et, dans les contrats industriels, la formation ne fait pas l'objet d'une attention suffisante.

24. Compte tenu de ce qui précède, un certain nombre de mesures ont été définies aux fins d'examen. Il importe que les pays en développement entreprennent un examen d'ensemble de leurs plans, programmes et établissements d'enseignement, de

manière à les adapter à leurs priorités actuelles. Lors de la réalisation de cet examen, les pays en développement devront tenir compte de l'incidence des innovations technologiques pour faire en sorte que le programme adopté prépare chaque pays à résoudre les problèmes que pourraient poser à l'avenir de grandes découvertes techniques. Des mesures particulières doivent être prises pour mobiliser des moyens financiers tant locaux qu'extérieurs afin de mettre en valeur les ressources humaines. Il faut également adopter des mesures pour faire en sorte qu'une formation soit prévue dans le cadre des contrats industriels et élaborer des arrangements pour contrôler les programmes de formation prévus dans ces contrats. Il importe que la communauté internationale intensifie ses efforts de coopération avec les pays en développement et appuie les activités entreprises par ces derniers pour accélérer la mise en valeur des ressources humaines. Par ailleurs, les gouvernements des pays industrialisés doivent prendre des mesures pour faciliter leur coopération avec les pays en développement en matière de formation industrielle et garantir à ces pays un plus large accès aux résultats de leurs recherches sur les nouveaux programmes d'enseignement.

25. A cet égard, le secrétariat a souligné le rôle important que les organisations non gouvernementales pourraient jouer non seulement en intensifiant leur coopération avec les pays en développement par l'intermédiaire de certains de leurs membres, mais également en influençant les prises de décisions aussi bien dans le cadre de leurs institutions membres qu'au sein des gouvernements, afin d'appuyer avec plus d'efficacité les programmes de mise en valeur des ressources humaines industrielles dans les pays en développement.

26. Au cours du débat qui a suivi, les organisations non gouvernementales ont envisagé avec un grand intérêt de collaborer avec l'ONUDI dans la conception, la mise au point et l'exécution de programmes et projets de formation. Elles ont également insisté sur la nécessité de faire appel aux institutions locales et aux organisations non gouvernementales dans les pays en développement, qui connaissent bien les principaux problèmes propres à chaque région.

27. La question des aspects sociaux et culturels a été soulevée par plusieurs représentants. Ceux-ci ont demandé que l'ONUDI accorde une plus grande importance aux incidences sociales de l'industrialisation et que les mouvements populaires (comme les fédérations syndicales) soient davantage consultés et jouent un rôle effectif dans la conception et l'exécution des programmes de l'ONUDI. Dans sa réponse, le secrétariat s'est félicité de ces observations et a expliqué que l'ONUDI, dans toute la mesure où son mandat l'y autorise, s'intéressait aux aspects

sociaux de ses activités. Toutefois, la question en tant que telle relève du mandat d'autres organismes des Nations Unies. L'ONUDI serait heureuse d'examiner toute proposition concernant les aspects sociaux ou culturels de l'industrialisation si ceux-ci apparaissaient dans le cadre de questions et programmes industriels spécifiques et y étaient directement liés. Les organisations non gouvernementales pourraient également essayer d'influer directement sur les politiques industrielles des pouvoirs publics.

28. D'autres représentants d'organisations non gouvernementales ont souligné les effets contraires de l'"exode des compétences" et des activités des sociétés transnationales sur l'industrialisation des pays en développement et ont demandé que soient mis au point des programmes de formation de nature à limiter ou éviter ces effets. Le secrétariat a répondu qu'il connaissait bien ces problèmes. C'est pourquoi on envisage de créer un système qui permettrait de contrôler l'exode ainsi que le gaspillage des compétences (banque des compétences), et de nouveaux moyens sont actuellement mis en oeuvre pour encourager les nationaux à rester dans leurs pays. En ce qui concerne les sociétés transnationales, des mesures sont prises pour inclure dans leurs arrangements contractuels avec les gouvernements des pays en développement des dispositions obligatoires prévoyant une formation et pour que leurs services de formation soient mieux et davantage utilisés.

### III. DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

29. On a profité de la tenue du Forum pour communiquer aux organisations non gouvernementales quelques informations sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique, qui a été proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour la période 1980-1990 à la suite d'une résolution adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des recommandations de la troisième Conférence générale de l'ONUDI. L'objet de la Décennie est essentiellement de favoriser une plus grande prise de conscience ainsi qu'une action concertée dans les pays africains eux-mêmes en vue d'accélérer l'industrialisation et de mobiliser la communauté internationale pour qu'elle accorde une plus grande assistance technique et financière aux pays africains à l'appui de leurs efforts d'industrialisation. A cet égard, les organisations non gouvernementales ont été invitées à réorienter, intensifier et élargir leurs activités en Afrique, notamment lorsque celles-ci sont en rapport avec le développement industriel, de manière à contribuer efficacement à l'exécution du Programme pour la Décennie.



IV. LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES  
ET LA QUATRIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI

30. Le Président a demandé au Forum d'examiner la manière dont les organisations non gouvernementales pourraient exercer une influence sur la quatrième Conférence générale. Il a également appelé l'attention sur la distinction établie entre, d'une part, les organisations non gouvernementales internationales qui jouissent du statut consultatif auprès de l'ONUDI et du Conseil économique et social et qui auraient directement accès, en leur qualité d'observateurs, aux discussions tenues en séances plénières lors de la Conférence et, d'autre part, d'autres organisations non gouvernementales, y compris les organisations non gouvernementales nationales qui ne jouissent pas du statut consultatif auprès de l'ONUDI et qui ne peuvent donc avoir directement accès à la Conférence.

31. Le secrétariat a rappelé que l'objet du Forum était d'associer les organisations non gouvernementales à la Conférence et non pas d'examiner des structures relatives à la conclusion d'accords généraux de coopération entre les organisations non gouvernementales et l'ONUDI, cette question pouvant être considérée dans le cadre d'autres instances ou de discussions bilatérales.

32. Un débat a eu lieu et les participants ont convenu que les organisations non gouvernementales devraient participer activement à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI selon les modalités suivantes :

- a) Lors de la phase préparatoire, les organisations non gouvernementales pourraient communiquer des informations à leurs associations, comités ou institutions affiliés et les consulter sur les questions à présenter et à examiner lors de la Conférence, y compris les documents d'information et documents thématiques rédigés sur chacun des sujets ainsi que les rapports des réunions d'experts de haut niveau qui ont été consacrées à certains thèmes. Les organisations non gouvernementales pourraient également tenir des consultations avec les gouvernements dont elles dépendent et leur soumettre des propositions qui seraient examinées au cours de la Conférence;
- b) Pendant la Conférence : i) les organisations non gouvernementales invitées à participer à la Conférence en qualité d'observateurs pourraient présenter des communications et faire des propositions lors des sessions plénières de la Conférence. A cet égard, il a été généralement admis que, pour renforcer et garantir leur influence sur

les délibérations, conclusions et recommandations, il serait préférable que les organisations non gouvernementales participent aux sessions plénières de la Conférence plutôt que de prévoir un forum distinct d'organisations non gouvernementales qui aurait lieu parallèlement à celle-ci (en effet, dans ce cas, les organisations non gouvernementales seraient exclues des principales délibérations et résolutions). Toutefois, il a été proposé que les organisations non gouvernementales se réunissent dans le cadre de petits groupes de travail pour examiner leur position sur des questions spécifiques étudiées par la Conférence. Les organisations non gouvernementales jouissant du statut consultatif pourraient faire des communications et des propositions à la Conférence en présentant des mémoires ou des déclarations écrites sur certains thèmes qui les intéressent; ii) les organisations non gouvernementales qui ne jouissent pas du statut consultatif auprès de l'ONUDI et du Conseil économique et social et qui ne peuvent donc être invitées à la Conférence en qualité d'observateurs pourraient envisager de se faire représenter dans les délégations des Etats qui participent à la Conférence, pratique déjà suivie lors de précédentes conférences générales de l'ONUDI;

- c) Après la Conférence, les organisations non gouvernementales pourraient apporter leur contribution à l'application des recommandations de la Conférence, notamment en formulant et exécutant conjointement avec l'ONUDI certains programmes relevant précisément de leur domaine de compétences;
- d) Avant, pendant et après la Conférence, les organisations non gouvernementales pourraient publier dans leurs revues spécialisées et bulletins d'informations des renseignements sur les questions à l'étude ainsi que sur les conclusions et recommandations de la Conférence et les examiner à l'échelon national, régional et international afin de stimuler l'intérêt pour ces questions, mobiliser des ressources et influencer l'opinion publique ainsi que les politiques des gouvernements.

33. On a également formulé et examiné une proposition visant à créer un groupe ou un comité d'organisations non gouvernementales auprès de la Conférence qui serait en rapport avec le secrétariat de l'ONUDI au cours de la phase préparatoire et avec la Conférence elle-même, au nom de toutes les organisations non gouvernementales associées à l'ONUDI. Toutefois, la proposition a été jugée difficilement applicable, compte tenu du peu de temps encore disponible avant l'ouverture de la Conférence et de la large gamme d'intérêts des organisations non gouvernementales associées à l'ONUDI.

34. On a par ailleurs proposé que soit demandé au Conseil du développement industriel d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la Conférence un point sur le rôle que pourraient jouer les organisations non gouvernementales pour promouvoir les intérêts de l'ONUDI. Le secrétariat a répondu qu'une telle proposition n'était pas applicable, car l'ordre du jour avait déjà été approuvé par l'Assemblée générale à sa trente-huitième session et que seule la Conférence était habilitée à amender l'ordre du jour. La question serait toutefois portée à l'attention du Conseil puisqu'il est prévu de communiquer le rapport du Forum à ses participants.

35. Le secrétariat a exprimé sa satisfaction aux organisations non gouvernementales pour l'intérêt qu'elles avaient manifesté et la bonne volonté dont elles avaient fait preuve au sujet de la création de structures ou de mécanismes institutionnels de coopération avec l'ONUDI ou de leur renforcement et du rôle des organisations non gouvernementales dans la promotion des intérêts et des activités de l'Organisation. Celle-ci a toujours désiré associer les organisations non gouvernementales à ses activités et utiliser dans toute la mesure du possible leurs ressources intellectuelles, techniques, humaines et financières et elle serait heureuse d'examiner la question de façon méthodique dans le cadre d'une instance séparée, compte tenu notamment du nouvel Acte constitutif de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée et autonome au sein du système des Nations Unies.

36. Le secrétariat a confirmé que tous les documents d'information et documents thématiques sur des sujets soumis à l'examen de la Conférence seraient envoyés aux participants au Forum et à toutes les organisations non gouvernementales intéressées.

37. Le Président a officiellement clos le Forum.

Annexe I

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture du Forum.
2. Election au président et des deux vice-présidents.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Introduction à la quatrième Conférence générale de l'ONUUDI.
5. Présentation de quelques domaines critiques du développement industriel (1985-2000) devant être débattus lors de la quatrième Conférence générale de l'ONUUDI :
  - a) Restructuration industrielle mondiale et politiques et stratégies nationales en vue de l'industrialisation;
  - b) Renforcement du potentiel scientifique et technologique en vue de l'industrialisation des pays en développement;
  - c) Mobilisation des ressources financières en vue de l'industrialisation;
  - d) Energie et industrialisation, eu égard tout particulièrement à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources énergétiques et à la fabrication de matériel;
  - e) Accélération de la mise en valeur des ressources humaines en vue de l'industrialisation.
6. Les organisations non gouvernementales et la quatrième Conférence générale de l'ONUUDI.

Annexe II

PROGRAMME DU FORUM

6 février 1984

- 9 heures - 9 h 30      Inscription des participants
- 9 h 30 - 9 h 45      Allocution d'ouverture prononcée par M. Abd-El Rahman Khane,  
Directeur exécutif de l'ONUDI
- 9 h 45 - 10 heures      Pause café
- 10 heures - 11 heures      Séance I
1. Election du président et des deux vice-présidents
  2. Introduction à la quatrième Conférence générale  
l'ONUDI par le Directeur de la Division des études  
industrielles et Président du Groupe spécial chargé  
de la préparation de la quatrième Conférence générale  
de l'ONUDI
- 11 heures - 12 h 30      Séance II
- "Restructuration industrielle mondiale et politiques et  
stratégies nationales en vue de l'industrialisation"
- Présentation par le Chef par intérim du Service des études  
par région et par pays et discussion générale
- 12 h 30 - 14 heures      Interruption - Déjeuner
- 14 heures - 15 h 30      Séance III
- "Renforcement du potentiel scientifique et technologique  
en vue de l'industrialisation des pays en développement"
- Présentation par le Conseiller technique spécial du  
Programme de technologie de l'ONUDI et discussion générale
- 15 h 30 - 16 heures      Pause café
- 16 heures - 17 h 30      Séance IV
- "Mobilisation des ressources financières en vue de  
l'industrialisation"
- Présentation par le Chef du Service des études sectorielles  
et discussion générale

7 février 1984

9 heures - 10 h 30

Séance V

"Energie et industrialisation, eu égard tout particulièrement à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources énergétiques et à la fabrication de matériel"

Présentation par l'Assistant spécial auprès du Directeur exécutif pour les questions concernant l'énergie et discussion générale

10 h 30 - 11 heures

Pause café

11 heures - 12 h 30

Séance VI

"accélération de la mise en valeur des ressources humaines en vue de l'industrialisation"

Présentation par le Chef du Groupe de coordination de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et discussion générale

12 h 30 - 14 h 30

Interruption - Déjeuner

14 h 30 - 16 heures

Séance VII

"Les organisations non gouvernementales et la quatrième Conférence générale de l'ONU"

Annexe III

LISTE DES PARTICIPANTS

Organisations non gouvernementales  
jouissant du statut consultatif auprès de l'ONU

Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA)

Julien Randriamasivelo, 89 Abdel Aziz Al-Saoud Street, Maniel, Le Caire,  
Egypte

Fédération arabe des producteurs de fertilisants chimiques (AFCFP)

Mamoun Yousef Abu-Knader, Secretary General, P.O. Box 23596 Safat, Koweït

Union européenne de relations publiques (UERP)

Alessandro Patteruzzo, Président, Corso Rosmini 53/2, 38068 Rovereto (TN),  
Italie

Angelo Betti, Secrétaire général de la Foire de Vérone, Viale Lavoro 8,  
Vérone, Italie

Karl Pelikan, Trattnerhof 1, A-1010 Vienne, Autriche

Fédération européenne d'associations nationales d'ingénieurs (FEANI)

Rosa Scheifinger, c/o Bureau du Professeur R. Krapfenbauer (Vice-Président),  
Pötzleinsdorferstrasse 84, A-1184 Vienne, Autriche

Association internationale de chimie céréalière (IACC) ou (ICC)

Hildegard Reigner, Secrétaire exécutif, Schmidgasse 3-7, A-2320 Schwechat,  
Autriche

Association internationale pour la protection de la propriété  
intellectuelle (AIPPI)

Helmut L. Sonn, Membre du Comité exécutif de l'AIPPI, Riemergasse 14/28,  
A-1010 Vienne, Autriche

Chambre de commerce internationale (CCI)

Heinrich Kaufmann, Comité national autrichien de la CCI, Stubenring 12,  
A-1010 Vienne, Autriche

Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

Lois Stewart, Economiste, Département de politique économique et sociale,  
rue Montagne aux Herbes Potagères 37-41, 1000 Bruxelles, Belgique

Conseil international des archives (CIA)

Leopold Auer, Minoritenplatz 1, A-1010 Vienne, Autriche

Conseil international des sociétés de design industriel (ICSID)

Charlotte Blauensteiner, c/o Prof. Carl Auböck, Bernardgasse 21,  
A-1070 Vienne, Autriche

Conseil international des femmes (CIF)

Christine Bilas, Membre de la représentation du CIF auprès des Nations Unies  
à Vienne, Münzgasse 1/23, A-1030 Vienne, Autriche

Fédération internationale pour la commande automatique (IFAC)

Uolevi Luoto, Runeberg 15A, SF-00100 Helsinki, Finlande

Confédération internationale de la mesure (IMEKO)

Juraj Bozicevic, Président, Comité technique sur les besoins métrologiques  
des pays en développement, Trg kralja Tomislava 18, 41000 Zagreb  
Yougoslavie

Organisation internationale de normalisation (ISO)

Lawrence D. Eicher, Secrétaire général adjoint, 1, rue de Varembe, Genève,  
Suisse

Organisation internationale des unions de consommateurs (IOCU)

Fritz Koppe, Directeur, Union pour l'information du consommateur,  
Mariahilferstrasse 81, A-1060 Vienne, Autriche

Gertrude Wagner, Cogolgasgasse 45/2, A-1130 Vienne, Autriche

Organisation internationale des employeurs (OIE)

Max Arbesser-Rastburg, Représentant permanent de l'OIE à l'ONU,  
Linke Wienzeile 18, A-1060 Vienne, Autriche

Institut international des caisses d'épargne (IICE)

Karin Maschietto, Représentante, Association autrichienne des caisses d'épargne,  
Grimmelshausengasse 1, A-1030 Vienne, Autriche



Société de chimie industrielle (SCI)

Karl M. Czeija, Membre du Conseil, Consultant, Salesianergasse 1/208,  
A-1030 Vienne, Autriche

Roman Jaekel, Directeur, Membre du Conseil, Salesianergasse 1/208,  
A-1030 Vienne, Autriche

Hubert Tschanler, Directeur, Membre du Conseil, Salesianergasse 1/208,  
A-1030 Vienne, Autriche

Union des associations techniques internationales (UATI)

Maurice Remillieux, Secrétaire général, 1, rue Miollis, 75015 Paris, France

World Association for Element Building and Prefabrication (WAEP)

Günther Haase, Secrétaire général, Schlueterstrasse 6, D-2000 Hambourg 13,  
République fédérale d'Allemagne

World Assembly of Small and Medium Enterprises (WASME)

Abdelhamid Ahmed Kabodan, Chairman, Industrial Development Bank of Egypt  
110 Galaa Street, Le Caire, Egypte

Association mondiale des organisations de recherche industrielle  
et technologique (WAITRO)

Hans-Georg Lindgren, Secrétaire général, Grevturegatan 19, P.O. Box 5103,  
S-10243 Stockholm, Suède

Confédération mondiale du travail (CMT)

Flor Bleux, Secrétaire général adjoint, 71/2, rue Joseph II,  
B-1040 Bruxelles, Belgique

Fédération syndicale mondiale (FSM)

Emil Hamernik, Chef du Département des relations avec les Nations Unies,  
Vinohradská 10, 12147 Prague 2, Tchécoslovaquie

Conseil mondial de la paix (CMP)

Bahig Nassar, Secrétaire, Lönnrotinkatu 25A VI, 00180 Helsinki 18,  
Finlande

Organisations non gouvernementales  
ne jouissant pas du statut consultatif auprès de l'ONU

Association technique africaine (ATA)

Pierre Henri Bousez, Délégué général, 23, rue du Rocher, 75008 Paris, France

Association of Indian Engineering Industry (AIEI)

Bal Chandra Agrawal, Deputy Secretary, 172 Jor Bagh, New Delhi 110003, Inde

Association de chercheurs et de techniciens pour la recherche sur  
le développement international (ASTRID)

Jacques de Mévius, Secteur Afrique-Asie, 4, place du Général Catroux,  
75017 Paris, France

Conférence des organisations internationales catholiques (OIC)

François Rüegg, Correspondant à Vienne, Neustiftgasse 35, A-1070 Vienne,  
Autriche

Institut pour le développement et la coopération internationale (IDCI)

Jean Touscoz, Coprésident, avenue Robert Schuman, 06000 Nice, Siège :  
Sophia-Antipolis/Valbonne, France

Eugène Berg, Conseiller, avenue Robert Schuman, 06000 Nice, Siège :  
Sophia-Antipolis/Valbonne, France

Institut pour la coopération internationale (ICI)

Otto Winkler, Singerstrasse 7 c/o IIZ, A-1010 Vienne, Autriche

Centre international pour les transferts de chaleur et de masse (ICMTC)

Zoran Zaric, Secrétaire général, P.O. Box 522, 11000 Belgrade (Yougoslavie)

Fédération internationale de génie médical et de bioengineering (IFMBE)

Oivind Lorentsen, Président, 1825 Tomter, Norvège

Fédération internationale des organisations de formation et  
de développement (IFIDO)

John Christopher Carroll, Secrétaire, c/o EITB, P.O. Box 161,  
41 Clarendon Road, Watford WD1 1RY, Hertfordshire, Angleterre

International Institute for Diplomatic Relations (IIDR) ou (IIRD)

Claus Ezinger, Secrétaire général, Contrà Canove Nueve 11,  
1-36100 Vicenza, Italie

Asociación latinoamericana de la Industria de Conservas y Afines  
Alimentarios (ALICA)

Mario Cañizal Villarino, Conseiller économique du secrétaire général,  
Ronda Universidad, 14, Barcelona 7, Espagne

Société internationale pour le développement (SID)

Hans Fahlstroem, Représentant permanent de la SID à Vienne,  
Palazzo Cività del Lavoro, 00144 Rome, Italie

Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIAAS)

Boris Larionov, Assistant du secrétaire pour les relations extérieures,  
A-2361 Laxenburg, Autriche

The International Coalition for Development Action (ICDA)

Pierre van Dyck, Président, Willemsparkweg 151, 1071GX Amsterdam, Pays-Bas

United Kingdom Trade Agency for Developing Countries (UKTA)

D.S. Scialom, Deputy Director, London Chamber of Commerce Building,  
69 Cannon Street, Londres EC4N 5AB, Angleterre

Institut de Vienne pour le développement et la coopération (VID)

Arre Haselbach, Directeur, Kärntner Strasse 25, A-1010 Vienne, Autriche  
[en outre représentant du Conseil pour le développement de la recherche  
économique et sociale en Afrique (CODESRIA)]

Erich Andriak, Kärntner Strasse 25, A-1010 Vienne, Autriche

Erika Elisabeth Grimm, Kärntner Strasse 25, A-1010 Vienne, Autriche

Conférence mondiale de l'énergie (CME)

Franz Putz, INIS-Liaison Officer, Austrian Research Centre,  
A-2444 Seibersdorf, Autriche

Annexe IV

LISTE DES DOCUMENTS

a) Documents du Forum

Ordre du jour provisoire  
Programme provisoire  
Allocution de M. Khane au Forum  
Liste provisoire des participants

b) Documents de travail

ID/B/306 Préparatifs de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : rapport intérimaire du Directeur exécutif

ID/B/C.3/123 et Add.1 Préparatifs de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : rapport intérimaire du Directeur exécutif

ID/WG.389/6 Rapport de la Réunion d'experts de haut niveau préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : Forum international sur les innovations technologiques et le développement, Tbilissi (URSS), 12-16 avril 1983

ID/WG.391/12 Rapport de la Réunion d'experts de haut niveau préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : stratégies et politiques de développement industriel pour les pays en développement, Lima (Pérou), 18-22 avril 1983

ID/WG.394/8 Rapport de la Réunion d'experts de haut niveau préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : mise en valeur accélérée des ressources humaines nécessaires au développement industriel, Yaoundé (République du Cameroun), 30 mai-3 juin 1983

ID/WG.399/4 Rapport de la Réunion d'experts de haut niveau préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : coopération industrielle entre pays en développement, Bangkok (Thaïlande), 18-22 juillet 1983

ID/WG.402/12 Rapport de la Réunion d'experts de haut niveau préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : énergie et industrialisation, Oslo (Norvège), 29 août-2 septembre 1983

ID/CONF.5/1 Ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI

ID/CONF.5/1/Add.1 Ordre du jour provisoire annoté de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI - version préliminaire

